

## Document

### MES, le nouveau dictateur européen

(mondialisation .ca - par Rudo de Ruijter et Jozeph Muntenbergh)

**14 octobre 2011**

*Un nouveau traité européen, dont quasiment personne n'a entendu parler? Effectivement. C'est un traité qui concerne tous les pays de la zone euro. Et ce n'est pas par hasard, que dans la plupart des pays concernés aucune information ne circule sur ce traité. C'est qu'il est très dangereux pour les citoyens! Vous n'étiez pas censé de l'apprendre avant que les choses soient définitives!*

*Ce traité établit une nouvelle administration européenne, appelée Mécanisme Européen de Stabilité (MES). Ne le confondez pas avec ses prédécesseurs, les fonds de secours européens MESF et FSFE, dont on entend beaucoup parler dans les journaux télévisés ces jours-ci!!! La FSFE a le compteur à 440 milliards d'euros pour le moment. C'est 1320 euro par euro-citoyen.*

*Le MES remplacera ces deux-là et aura autorité de vider les Caisses d'État quand elle veut et aussi souvent qu'elle veut. Le MES sera sans limite! Le Conseil du MES sera composé des 17 Ministres de Finances, qui en deviendront les Gouverneurs. C'est eux qui prendront les décisions. Les parlements nationaux n'auront rien à dire sur ce MES, ni sur ses Gouverneurs, qui bénéficieront d'une immunité à l'extrême (comme d'ailleurs tous les gens qui y travailleront.)*

*Jusqu'à ce jour Bruxelles n'a rendu public qu'un seul exemplaire du traité. En anglais! (96,5% de la population de la zone euro parlent d'autres langues!)*

*TREATY ESTABLISHING THE EUROPEAN STABILITYMECHANISM (ESM)*

*<http://consilium.europa.eu/media/1216793/esm%20treaty%20en.pdf>*

*Il a été signé le 11 juillet 2011. Curieusement, aucun journal Français ou international n'y a consacré un titre. Le traité deviendra définitif après ratification par les parlements nationaux. Habituellement de telles ratifications sont une simple formalité. Il est peu probable que les parlementaires aient déjà compris que le texte signifie la fin du pouvoir suprême du parlement, celui de décider du budget. Et lorsque les Caisses seront vides, nous aussi on devra se serrer la ceinture de plus en plus pour sauver l'euro et les banques.*

*Bruxelles veut que les Parlements de la zone euro donnent leur accord avant le 31 décembre 2011.*

*Si l'on agit vite, on peut encore alerter l'opinion publique et tenter d'empêcher cette ratification.*

---

*article par Rudo de Ruijter*

Lien vers YouTube: <http://www.youtube.com/watch?v=rFTbIGahzhU>

C'est ça, l'avenir de l'Europe? C'est ça, la nouvelle UE ?

Une Europe sans démocratie souveraine ?

Voulez-vous ça ?

Si vous n'en voulez pas, envoyez des pétitions par courriel à votre Parlement.

Pour l'Allemagne via Abgeordnete.de

Ce traité devient définitif lorsque les Parlements des 17 pays de la zone euro l'auront ratifié. Ces ratifications devront avoir lieu entre maintenant et le 31 décembre 2011.

C'est quoi comme aberration?

Ce fut ma première réaction quand j'ai vu cette vidéo. Une telle chose n'est pas possible. Une organisation qui peut vider les caisses des États comme ça? Nous vivons dans un pays démocratique, non? J'ai toutefois recherché les textes officiels, c'est dans le Traité Établissant le Mécanisme Européen de Stabilité (MES).

TREATY ESTABLISHING THE EUROPEAN STABILITYMECHANISM (ESM)  
<http://consilium.europa.eu/media/1216793/esm%20treaty%20en.pdf>

On peut y retrouver aisément les articles qui sont mentionnés dans la vidéo (à partir de la page 19). Quant au reste du traité, je n'ai rien pu y découvrir qui limiterait ce pouvoir dictatorial en aucune façon. J'en ai encore froid dans le dos !

Mais comment est-ce possible dans le cadre des traités de l'Union Européenne? C'est que cela constitue une extension illégale des compétences de l'Union! Cherchant encore davantage, il paraît qu'il y a eu plein de décisions discrètes, prises rapidement pour rendre "possible" ce MES.

Je suis certain, que si des politiciens en France voulait créer un club, qui aurait la liberté de vider la caisse de l'État quand il veut et aussi souvent qu'il veut, ils ne réussiraient pas à obtenir le changement de loi nécessaire, même pas en vingt ans! Mais la bureaucratie Bruxelloise arrive à adapter les traités à toute vitesse pour effectuer ce coup d'état dans 17 pays simultanément!!!

### **Le sprint Bruxellois**

Le 17 décembre 2010 le Conseil Européen a décidé, qu'il y avait besoin d'un mécanisme de stabilité permanent, pour reprendre les tâches du Mécanisme Européen de Stabilité Financière (MESF) et de la Facilité de Stabilité Financière Européenne.(FSFE). Ils sont plus connus sous leurs noms anglais European Financial Stabilisation Mechanism (EFSM) et le European Financial Stability Facility (EFSF). Ce sont deux organisations rapidement érigées, respectivement en mai et juin 2010, pour fournir des prêts à des pays avec trop de dettes. Cependant, pour ces organisations il manque une base légale.

Remarquez déjà que ces deux organisations étaient explicitement conçues pour des interventions financières, mais que l'amendement dans le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne, pour ériger le MES, permet également l'établissement d'autres organisations sur des terrains tout autres.

Cet amendement arrive le 25 mars 2011. Pour éviter de devoir organiser des référendum en Europe une fois de plus, ils utilisent l'article 48.6 du Traité de l'Union Européenne, qui permet au Conseil Européen de décider des modifications dans les articles du traité, à condition qu'elles n'entraînent

pas une extension des compétences de l'Union. (Ces décisions doivent néanmoins être ratifiées par les Parlements nationaux, mais cela n'est généralement qu'une formalité.) L'amendement consistait en une addition d'apparence innocente à un paragraphe de l'article 136. En bref, cette addition stipule que "les pays de l'UE utilisant l'euro sont autorisés à établir un mécanisme de stabilité pour sauvegarder la stabilité de la zone-euro dans son ensemble." Ici, il ne s'agit donc plus explicitement de stabilité financière. Également l'oppression de bagarres, la surveillance de citoyens réveillés, ou le combat contre tout autre élément déstabilisateur dans la zone-euro, pourra, via cet amendement, être déferé à de nouvelles organisations sous drapeau européen.

Autrement dit, cet amendement constitue à coup sûr une extension des compétences de l'UE. Il est donc contraire à l'article 48.6 du Traité de l'Union Européenne. Néanmoins, pas un Ministre, pas un Parlement national n'a tiqué sur cela et à Bruxelles ils continuaient gaiement et promptement à monter le traité du MES.

Le 20 juin 2011 les Parlements nationaux autorisaient, que les tâches du traité du MES seraient effectuées par l'UE et la Banque Centrale Européenne.

Le 11 juillet 2011 le traité était signé. Bien que la signature ait été annoncée plus tard ce jour-là, à l'ouverture d'une conférence de presse où assistaient des dizaines de journalistes, le lendemain on n'a pu trouver aucun titre sur la signature de ce nouveau traité européen, ni dans les journaux Français, ni dans les journaux étrangers. Peut-être ça venait du fait que Juncker l'avait annoncé en français... avant de poursuivre la conférence de presse en anglais?

En ce moment le traité est en attente de ratification par les Parlements nationaux. Cette ratification est attendue entre maintenant et le 31 décembre 2011.

Le traité n'est pas encore en force, que déjà il est question de la nécessité d'augmenter le capital de 700 milliards (= 2.100 euros par citoyen de l'euro-zone) à 1500 ou 2000 milliards, donc deux à trois fois autant.

D'après le texte du traité, celui-ci devait entrer en force en juin 2013. Maintenant ils veulent le faire en 2012.

Logiquement ils demanderont aux Parlements qu'ils se pressent de ratifier le traité. En Allemagne le sujet est débattu ces jours-ci, déjà. Apparemment il fallait se presser: de plus en plus d'Allemands se réveillent!

Si nous voulons utiliser le dernier cheveu démocratique pour empêcher cette dictature, nous devons, à toute vitesse, réveiller le plus de citoyens possible et envoyer le plus de courriels et lettres de protestation possible aux parlementaires, politiciens et partis politiques. (Voir liste d'adresses en bas de la page.) Attendre de voir si d'autres gens y parviennent est catastrophique dans l'état actuel des choses.

Si vous disposez de contacts à l'étranger, envoyez-leur des informations également. Dans la plupart des pays-euro rien ou presque rien n'est encore connu à ce sujet.

Dès qu'un dictateur s'assoit sur son trône, on ne l'évince pas avant 30 ans. On ne veut pas faire ça à nos enfants, n'est-ce pas?

## Photos pour la postérité

Série de photos des personnes à qui on demandera un jour pourquoi ils ont mis fin aux démocraties souveraines en Europe...



Lien vers la session de 30 photos:

<http://consilium.europa.eu/council/photographic-library.aspx?command=PIC&pic=1&bid=170&lang=en&rubrique=3736&dateEvent=11/07/2011&id=&picid={60bec2d5-00c7-43eb-8822-7970df493f13}>

*Le 27 septembre 2011*